



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : <http://www.sitecommunistes.org>
Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org
E'mail : communistes@sitecommunistes.org

07/09/2023

Entre exploiters et exploités. Pas d'aménagement possible.

La semaine dernière nous avons titré : *Pas de compromis avec le capital et ses serviteurs : C'est pas à l'Élysée, c'est pas à Matignon que l'on gagnera!* Les orientations du gouvernement cette semaine confirme cette analyse.

Patrons et gouvernement attaquent ensemble toutes les conquêtes sociales des travailleurs, taille dans les dépenses publiques sociales, RSA, Sécurité Sociale, indemnité chômage, répression...

Une politique de centaines de milliards de cadeaux aux capitalistes : c'est tout pour l'entreprise, pour les profits, pour assurer la compétitivité capitaliste. Patrick Martin le patron du MEDEF se dit favorable à « *avancer en commun* » avec les syndicats, il dit vouloir « *réaffirmer l'utilité des partenaires sociaux auprès de la première ministre Élisabeth Borne* ».

Référendum, conférence sociale, Sahel... la lettre de Macron aux chefs de partis

Macron veut soumettre de plus en plus le peuple français à ce système capitaliste qui détruit les femmes et les hommes, la nature, engendre les guerres et la misère. Le chef de l'État a envoyé ce jeudi aux responsables de partis son courrier, synthèse des échanges qui ont eu lieu fin août à Saint-Denis. « *Toutes les forces politiques présentes seront associées à l'ensemble des initiatives qui découleront de nos échanges* », assure le chef de l'État dans son propos introductif. Rien à attendre de tous les partis politiques qui situent leurs actions au sein du capitalisme. Aucun aucun d'eux ne s'attaque au système d'exploitation capitaliste. Renaissance, LR, le RN, Reconquête sont au service du capitalisme. Le PS, EELV, LFI, Le PCF prônent le partage des richesses, mais ils ne touchent pas au système capitaliste. Aucun n'identifie le capitalisme comme étant la cause unique des difficultés et par conséquent aucun ne propose de mener la lutte politique pour construire une autre société débarrassée du capitalisme. Quelques exemples :

***UNEDIC** : Le gouvernement a envoyé au patronat et aux syndicats la nouvelle « *lettre de cadrage* » de l'assurance chômage pour les « *négociations* ». Pour la troisième fois depuis 2017, l'assurance chômage va subir une nouvelle réforme. La dernière était l'an dernier avec des reculs très importants pour les droits des chômeurs : réduction de la durée d'indemnisation, baisse de la durée d'indemnisation entraînant une baisse générale du montant des allocations... Ces attaques ont dégagé d'énormes excédents, selon l'Unédic, le solde de l'organisme atteindrait +22,8 milliards d'euros entre 2022 et 2025. L'État veut en ponctionner 12 milliards d'euros d'ici 2026 pour financer les activités de *France Travail* et de *France Compétences*, pour financer les baisses d'impôts et les cadeaux aux entreprises. Un hold-up sur l'assurance chômage sur le dos des chômeurs Le cadrage imposé par l'État ne laisse aucune marge de négociations. S'il n'y a pas d'accord, c'est l'État qui tranchera ! Une énième façon de rappeler la définition du « *dialogue social* ».

***Conférence sociale** : Macron a acté le principe d'une : « *conférence sociale sur les carrières et les branches situées en dessous du smic* ». Une proposition pour le « *dialogue* » avec les directions syndicales sur les salaires, **tout en écartant d'emblée toute augmentation généralisée des salaires**. La conférence portera en effet uniquement sur « *sur les carrières et les branches situées sous le salaire minimum.* » Aujourd'hui le prix du carburant dépasse les deux euros le litre, le prix des fournitures scolaires augmente de 11% et plus généralement l'inflation frappe durement toute la population, les familles les plus précaires continuent de payer le prix fort de l'augmentation du coût de la vie.

***Services publics :** La nouvelle loi prévue par Guérini est une offensive d'ampleur de casse des services publics, dans la continuité de la loi Transformation des Services Publics de 2019 qui avait déjà permis une privatisation du secteur du public. Les directions des syndicats restent pour l'heure l'arme au pied et vont rencontrer le ministre courant septembre. Les discussions de juin ont montré qu'il n'y a rien à attendre de discussions dans des salons ministériels. Les directions syndicales doivent quitter la table des négociations! L'heure doit être à combattre ce projet. La mise en place du principe de « *mobilité* » entre le public et le privé va permettre au gouvernement de toujours plus externaliser les services publics. La future loi prévue ne va faire qu'accélérer ce processus attaquant à la fois le service public et le statut du fonctionnaire avec la mise en place de la flexibilisation des agents : des pions modulables pour compenser les manques d'effectifs.

***Education :** Ils étaient près de 12 millions d'élèves à retrouver ce lundi les bancs de l'école. Quelques jours après avoir annoncé l'interdiction de l'abaya, Gabriel Attal poursuit son offensive, le nouveau ministre de l'Éducation nationale a sorti de son cartable « *les modalités d'expérimentation de l'uniforme* ». Donnant satisfaction à la droite et l'extrême droite, Eric Ciotti (LR) plaidait pour le lancement d'une expérimentation dans son département des Alpes Maritimes, ainsi que Louis Alliot, maire RN de Perpignan et Robert Ménard, maire de Béziers, défendaient aussi le port d'une « *tenue uniforme* » dans les écoles de leurs municipalités. Le ministre de l'Éducation nationale justifie la « *nécessité* » de l'uniforme à l'école : « *ce que ça permet en manière de restauration de l'autorité à l'école, de l'élévation du niveau à l'école* ». **L'objectif est clair mettre au pas la jeunesse.**

***Une politique qui enfonce les travailleurs dans la pauvreté**

2.000 enfants sont à la rue dans des conditions intenable. Le nombre d'enfants à la rue a doublé depuis le 31 janvier 2022 et a augmenté de 56 % rien que depuis janvier 2023. Le chiffre pourrait doubler, voire tripler d'ici à la fin de l'année au vu de la politique d'expulsion menée par le gouvernement contre les hébergements d'urgence hôteliers accueillant aujourd'hui 29.780 enfants et s'ajoute la loi anti-squat. Une situation dramatique, conséquence directe des politiques de Macron. D'après un rapport de la fondation Abbé Pierre, la France est un des pires pays européens en matière de sans-abris et de mal logement : plus de 200 000 personnes ont recours aux centres d'hébergement,

En France, 2,4 millions de personnes sont en attente de logement social

Cette année, plus de 170 millions de repas gratuits ont déjà été servis par les restos du cœur « *Les chiffres cette année sont encore en aggravation avec 35 % de repas supplémentaires servis par rapport à l'an dernier* », a indiqué l'association. Bernard Arnault, une des premières fortunes mondiales, estimée à 170 milliards d'€, a fait savoir à la presse qu'il va faire un don de 10 millions d'euros aux Restos du Cœur : un de ses enfants rendra même une visite aux Restos s'affichant avec la ministre Aurore Bergé déclarant : « ***C'est ensemble, unis que notre pays est plus fraternel*** ». Bernard Arnault, l'homme d'affaires paye 2 % d'impôts en France, ne paie pas d'ISF. Ils sont à vomir c'est grands bourgeois et leurs valets. Il faut les exproprier lui et ses semblables.

***L'orgie des résultats d'entreprises**

Les bénéfices des entreprises du CAC 40 s'envolent titrait « la tribune » et notait : « *LVMH, Michelin et bien sûr Stellantis. Portés par les hausses de prix, les bénéfices nets cumulés des entreprises du CAC 40 s'élèvent déjà à plus de 71 milliards d'euros au premier semestre 2023* » (64 milliards d'euros en 2022, « *une progression de 11% sur un an les 33 entreprises de l'indice vedette de la Bourse de Paris* ».... « *Le chiffre d'affaires global semestriel de ces 33 groupes ayant publié leurs comptes semestriels dépasse d'ores et déjà les 750 milliards d'euros, soit une hausse 4% par rapport la même période de 2022* ».

***L'heure n'est pas à la conciliation :**

C'était non en 2022, c'est toujours non en 2023. La CGT a annoncé mardi 5 septembre qu'elle ne se rendrait pas au Conseil national de la refondation (CNR), convoqué par le chef de l'État, rejoignant ainsi deux autres syndicats (Force ouvrière et CFE-CGC), ainsi que Solidaires. C'est un premier pas.

L'heure est à la lutte frontale contre le capital, luttes économiques et sociales pour prendre ce que le capital nous vole, luttes politiques pour abattre ce système et changer de société. Il faut dès à présent mener une riposte contre ce gouvernement, le patronat. Une riposte qui ne peut s'organiser qu'en répondant aux besoins des travailleurs et des classes populaires, comme l'indexation des salaires sur l'inflation, la retraite à 60 ans et 55 ans pour les métiers pénibles, l'abrogation de toutes les lois anti-pauvres à l'image de la loi « *anti-squat* », l'abrogation de la loi Sécurité Globale ou encore la loi Immigration à venir...

Des journées d'action sont programmées, le 21 septembre pour la Paix, le 23 septembre contre la répression, le 13 octobre contre l'austérité, pour les salaires, l'égalité femmes hommes à l'échelle de UE. Le *tempo*

institutionnel est insuffisant, il faut une stratégie offensive faisant de la construction du rapport de force dans les entreprises et les services le point d'appui de la lutte.

L'antagonisme entre capital et travail n'a jamais été aussi clairement établi. La vie démontre que l'opposition capital-travail est irréductible. Aujourd'hui comme hier, aucun aménagement n'est possible entre exploiters et exploités. La lutte des classes est présente partout.

Ensemble menons ce combat.